

Rencontre	1er RDV sur l'eau
Date	25 mai 2012
Endroit	Manoir Saint-Castin, Lac-Beauport, Salle St-Castin A
Administrateurs présents	Jean-Paul Raïche, président Daniel Desgagnés, premier vice-président Aline Gagnon, seconde vice-présidente Bernard Lacroix, Secrétaire-trésorier Marc Fafare, administrateur Sylvain Michon, administrateur Jean Landry, administrateur Anselme Gagné, administrateur
Personnes ressources	Antoine Verville, directeur général adjoint Annie Bérubé, Chargée de projet (ROBAN) Marie-Claude Leclerc, directrice générale Caroline Gagné, chargée des communications Emmanuelle Bouchard-Bastien, chargée de projets Opération Bleu Vert Guillaume Bourget, chargé de projets PDE

1. Bloc : L'eau et la recherche à l'heure des changements climatiques

Steve Plante (ARUC-DCC), Nicolas Milot (UQAM)

Voir présentation.

Première réflexion de groupe sur les réalités particulières aux OBV

- Les températures variables, les chutes de pluie torrentielle, etc... Avec les décrochements de rives plus fréquents, pour nous les bandes riveraines se présentent en premier comme mesure d'adaptation.
- De plus en plus de berges des associations de riverains ne tiennent pas le coup à cause des changements climatiques, quels outils avons-nous ?
- Nous, on ne travaille pas trop sur les berges.

- Il y a une sorte de gestion des conséquences et du déni de celles-ci par la population et les municipalités. Ex.: Lors d'une tempête, sur le coup les gens réagissent beaucoup, mais 1 an après ils oublient. Donc on propose des mesures, mais on réalise qu'il faut conscientiser d'abord. Donc maintenant, on travaille à sensibiliser et à caractériser avec la population.
- Exemple de 2010, le lac n'a pas gelé, pas de glace très tôt, et des épisodes sont de plus en plus rapprochés et nous sommes préoccupés par les impacts sur les écosystèmes (forêts, espèces envahissantes, etc.) Comment interpréter ça ?
- Les structures humaines étaient basées sur le passé, elles maintenant vieilles et mal adaptées. Un gros problème aussi est le réchauffement des cours d'eau.
- Nous avons désormais des crues, étiages et intempéries exceptionnels. La perception que nous avons de la population est qu'ils constatent la fréquence de plus en plus élevée, mais ils ne semblent pas se questionner sur ce qu'on pourrait faire. Les autorités municipales s'en font davantage sur «comment on va pouvoir gérer ça?» et si nous avons quelque chose d'intéressant dans les PDE ça va les interpeller.
- À Ste-Flavie, on voit parfois des gestionnaires qui donnent des messages contradictoires. Ex.: Irène serait attribuable aux CC et on dit aux gens d'assumer les risques ou de déménager alors que le MTQ fait le tracé de la 132 au même endroit. On demande donc beaucoup aux populations, mais pas aux autorités locales.
- Nous avons de plus en plus de surverses et des problèmes de contamination d'eau et d'approvisionnement. Nous avons un grand travail de sensibilisation à faire auprès des municipalités, mais les CC sont aussi un argument de plus pour agir.
- Exemple de l'utilisation de plastique dans les champs à l'île d'Orléans en raison des CC, mais ces nouvelles pratiques ont sûrement des impacts autres sur l'environnement.
- Pour l'érosion côtière, les gens réalisent vraiment les variations de marées, etc. les crues les plus importantes ne sont plus aux mêmes moments. Le plus étonnant était de voir les communautés de chercheurs envahir nos régions (Gaspésie Sud) ce qui amène des changements sur les gens aussi.
- Irène a amené plusieurs changements de configuration des cours d'eau, d'habitat du poisson, d'entretien des aménagements réalisés auparavant.
- De 7-îles à Blanc-Sablon, la route blanche ne rouvre plus depuis 4 ans, nous aurons donc besoin d'une nouvelle route. Nous avons des cyanobactéries à Fermont lors de hautes températures, est-ce qu'il y a un lien ?
- Les crues de la Chaudière sont désormais à l'automne, la population était habituée à s'y préparer au printemps et se trouve maintenant prise au dépourvu.
- On note une augmentation de la durée de la période agricole et ainsi une intensification des activités.
- On voit apparaître des espèces qu'on ne voyait pas avant (ex. chevreuil au Saguenay), des changements de comportements (originaux qui restent cachés l'été, les gélinottes qui ont 2 couvées par saison, etc. Parfois en raison des infrastructures humaines, mais sûrement en raison des CC aussi.
- Commentaire d'un intervenant municipal qui dit avoir redécouvert ses zones inondables comme si on les avait oubliées puisque l'eau ne s'y rendait jamais. L'OBV n'est pas vu comme celui qui détient l'expertise, on manque de données, on essaie

d'adapter nos interventions. On a un rôle de concertation avec les acteurs du milieu qui ne comprennent pas ces phénomènes.

- Il y a aussi la maladaptation, c'est-à-dire qu'on pourrait agir, mais qu'on agit mal, il faut faire attention à notre planification.
- Les gens disaient que ce n'est pas un problème.
- Ça par-dessus le reste et avec l'incertitude en plus, c'est donc souvent évacué.
- J'ai l'impression que ça déresponsabilise certains acteurs (c'est la faute aux CC).
- Spéculation sur les bords de rives au Nord autour de la Baie James, les gens veulent s'accaparer les pourtours des plans d'eau.

Seconde réflexion de groupe : comment l'intégration de l'adaptation aux CC devient un problème organisationnel et institutionnel (y a-t-il des choses que vous faites déjà ?)

- Le système de surveillance des débits de la rivière Chaudière en lien avec le MTQ et les équipes de mesures d'urgence.
- Nous avons des problèmes d'inondations automnales de la rivière aux saumons (Estrie), une étude fut réalisée, mais les travaux sont trop chers . Le COGESAF a amené le travail par BV (capacité d'anticipation) pour trouver une solution plus concertée.
- Il faut en effet viser à trouver des mesures en progression et non définitives.
- Il faut porter une attention au vocabulaire utilisé, par exemple : le système d'alerte aux faibles débits dans la Yamaska par Ouranos vs plan de mesure d'urgence. Le second interpelle les gens, s'inscrit dans leur réalité.
- Il faut chercher à réagir le plus précisément possible en anticipant les possibles inondations, modèle prédictif de submersion des rives pour identifier les secteurs qui vont être inondés en fonction des débits (réduire les coûts d'évacuation, le stress social)
- avec les ZIP, il y a le projet Côte-à-Côte qui vise à développer l'intérêt social avec des tâches ou corvées pour favoriser la solidarité.
- Plusieurs ZIP avec des municipalités ont développé des zones de protection par le biais de zones de conservation ou d'accès public.
- Dans les cas transfrontaliers, il y a des plans de régularisation des débits de plus en plus présents dans les ententes internationales, mais il n'y a pas de moyens techniques ou financiers d'identifiés.
- Nous essayons d'impliquer concrètement les plans des politiciens.
- En milieu agricole nous avons travaillé à de meilleurs aménagements des terres pour réduire le ruissellement . Ce mécanisme est encore possible avec les CC parce que plusieurs éléments ici mentionnés étaient aussi présents à ce moment avec la problématique de ruissellement. À l'époque on cherchait à rendre les acteurs autonomes.
- Il y a deux choses importantes ici : des mesures de surveillance et des changements à nos anciennes façons de faire ; faire des choses sans savoir, donc un changement de culture. Ex.: renforcer la capacité des gens à discuter vers l'innovation, changer la façon de faire les rencontres, les planifications (ex. diagnostic du COVABAR).
- Il y a aussi la possibilité de voir les CC comme une opportunité pour l'innovation.

- Argent, temps, expérience +++, il doit y avoir des tendances pour voir par où c'est le plus facile de commencer ?
- Ça réfère à ton substrat social, partir de ce que la communauté a déjà fait (des 8 aspects de résilience) et se diriger vers les autres. Trouver des façons qui correspondent au fonctionnement de la communauté.
- Les choses déjà faites étaient souvent en réaction, mais souvent l'information faite ailleurs n'est pas documentée. Il faudrait revoir les institutions, dans un cadre d'incertitudes «est-ce toujours cohérent ?» C'est par contre difficile à changer. Notre cadre institutionnel a-t-il toujours un sens ?
- Il ne faut pas tenter de trouver une approche normative qui entraîne des frustrations dans les communautés (ex.: bandes riveraines de 30 m partout). Il faut un aspect FLEXIBLE dans la démarche.
- Avez-vous une liste des freins à notre capacité d'adaptation ? Selon moi c'est le formalisme, les procédures et les programmes de financement hermétiques. Comment changer les choses ?
- Il y a un problème d'imputabilité des décisions : ce n'est jamais la faute de personne.
- Il y a aussi le problème des municipalités qui n'ont qu'une seule source de revenue, l'impôt foncier.
- Pourrait-on avoir une liste de références choisies en plus du guide à l'attention des usagers, un guide plus élaboré pour les OBV ?